

« **La Turquie, un partenaire énergétique clef** »

mercredi 5 septembre 2007, par [Delphine Halgand](#)

Le transit d'hydrocarbures par la Turquie place Ankara au cœur d'enjeux énergétiques avec l'Union européenne, qui pourrait ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis du géant russe. Mais Moscou constitue un rival à ne pas négliger et pourrait perturber le jeu de la Turquie.

Delphine Halgand interviewe Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne chargée des relations extérieures.

Comment l'Union européenne envisage le développement de pipelines dans la région de la mer Noire ?

La quantité de pétrole transitant par la mer Noire augmente, ce qui ne fait qu'accroître les responsabilités en matière de sécurité et d'environnement. L'Union européenne, avec la Turquie et les autres pays de la mer Noire, ont un intérêt commun à développer une dimension écologique durable au sein de leur coopération dans cette région. Dans ce contexte, la Commission européenne considère la Turquie comme un partenaire énergétique clef reconnaissant en particulier son rôle important en tant que pays de transit qui partage les objectifs européens de marchés énergétiques transparents, non discriminatoires et compétitifs.

La Turquie n'est-elle pas en train de devenir un partenaire énergétique stratégique pour l'Europe grâce aux pipelines qui traversent son territoire ?

La Turquie est un partenaire clef pour l'UE, et l'énergie est certainement un des domaines cruciaux de cette coopération stratégique. Cependant, il existe de multiples challenges et opportunités dans la région qui dépassent la coopération énergétique et que la Turquie et l'UE doivent aborder comme la stabilisation de l'Irak, le soutien au processus de paix au Moyen-Orient, la reconstruction des relations avec l'Iran, pour ne citer que les questions les plus pressantes. La réflexion stratégique derrière le processus d'adhésion est plus présente que jamais.

Pensez-vous que la coopération énergétique aidera la Turquie à intégrer l'Union européenne ?

La Turquie et l'UE ont toutes les deux beaucoup à gagner d'une coopération énergétique plus étroite : la Turquie peut aider l'UE à sécuriser et à diversifier son approvisionnement énergétique tandis que l'intégration de la Turquie au marché énergétique européen peut lui permettre de se construire un marché énergétique national fiable et des infrastructures nécessaires à sa croissance économique rapide.

En préparant les négociations d'adhésion, la Turquie a déjà fait de grandes avancées en alignant son marché énergétique sur les réglementations du marché européen. La libéralisation complète du marché turc, qui connaît une croissance rapide, créera un marché énergétique national solide qui profitera aux consommateurs turcs et qui engendrera d'importantes opportunités d'investissement nouvelles pour les affaires. L'UE a un intérêt fort à soutenir ce processus.

Indépendamment du partenariat énergétique stratégique, la Turquie doit poursuivre les réformes légales et économiques pour moderniser le pays dans l'intérêt de sa population. Les valeurs et principes essentiels, tels que la démocratie, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités doivent être encore renforcés. C'est un intérêt central pour l'UE d'avoir une Turquie stable, prospère et démocratique à ses côtés.

Sources

Source : Les Echos (France), Jeudi 23 août 2007